General Electric va supprimer 600 emplois en France

29/07/2013 à 8h00

General Electric (GE) va supprimer quelque 600 postes en France, via des plans de restructuration lancés ces derniers mois dans différentes entités, la filière finance étant la plus touchée, ont indiqué vendredi 26 juillet une source syndicale et la direction, confirmant une information des *Echos*.

"Nous avons recensé 620 postes qui vont disparaître d'ici à la fin de l'année ou au cours du premier semestre de l'année prochaine", a indiqué un syndicaliste membre du comité de groupe de GE France, un nombre que la direction a qualifié de *"proche de la réalité"*.

GE France, qui est présent dans 20 métiers dans l'énergie, les technologies médicales, les services financiers et l'industrie, a lancé *"5 à 6 plans de sauvegarde de l'emploi"*.

Un porte-parole de GE France a souligné que les plans qui concernent des activités très différentes avaient été *"décidés entité par entité en fonction du contexte économique"* afin de *"sauvegarder la compétitivité"*. Il a en outre indiqué que ces départs se feraient *"essentiellement via des plans de départs volontaires"*.

400 POSTES DANS LA FILIÈRE FINANCE

La filière finance sera la plus touchée car 400 postes doivent être supprimés dans ce seul périmètre, a précisé pour sa part Régis Dos Santos, président du Syndicat national de la banque et du crédit SNB/CFE-GCC.

Dans ce secteur, 222 postes doivent notamment être supprimés chez GE Money Bank (sur 1 000 postes) et 33 dans la filiale qui fait du crédit immobilier, a précisé M. Dos Santos. A cela s'ajoutent une centaine de suppressions de poste dans l'énergie, un nombre du même ordre dans le secteur liée à

l’industrie du pétrole (*“Oil & gas”*), une trentaine dans l’immobilier de bureau, ou encore dans une entité qui fait de l’affacturage.

Pour M. Dos Santos, les suppressions de postes dans la finance ne sont pas justifiées économiquement car les activités sont *“viables”*, et correspondent donc à des *“licenciements boursiers”*. Le syndicat compte assigner sous peu GE Money Bank au tribunal de grande instance de Nanterre pour contester le motif économique des suppressions de postes.

GE France, présidé par Clara Gaymard, emploie 11 000 salariés dans l’Hexagone. Ses trois principaux sites de production sont à Belfort (GE Energy), à Buc (GE Healthcare) et au Creusot (GE Oil & Gas).

Lemonde.fr